

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

9 JUILLET 1991

PROJET DE LOI

**portant des dispositions sociales
et diverses
(articles 138 à 147)**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
JUSTICE (1)

PAR
M. BOURGEOIS

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ces articles au cours
de sa réunion du 5 juillet 1991.

**Ces articles ont été examinée en réunion publique de
commission.**

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Mottard.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Bourgeois, Dumez,
Hermans, Mme Merckx-
Van Goey, M. Van Parys.
P.S. MM. Defosset, Eerdeken,
Mayeur, Mottard, Mme On-
kelinx.
S.P. M. Chevalier, Mmes De
Meyer, Duroi-Vanhelmont.
P.V.V. MM. Berben, De Groot,
Mahieu.
P.R.L. MM. Foret, Mundeleer.
P.S.C. MM. Beaufays, Laurent.
V.U. MM. Coveliers, Loones.
Ecolo/ Mme Vogels.
Agalev

B. — Suppléants :

MM. Bosmans (F.), Bosmans (J.),
Breyne, De Clerck, Mme Leysen, M.
Uyttendaele.
Mme Burgeon (C.), MM. De Raet,
Gilles, Henry, Leroy, Perdieu.
MM. Beckers, Sleenckx, Van der
Maelen, Van der Sande.
MM. De Croo, Kempinaire, Mme
Neyts-Uyttebroeck, M. Vreven.
MM. Draps, Gol, Klein.
M. Antoine, Mme Corbisier-Hagon,
M. Michel (J.).
M. Lauwers, Mme Maes, M. Van
Vaerenberg.
MM. Simons, Van Dienderen.

Voir :

- 1695 - 90/91

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- Nos 2 à 4 : Amendements.
- Nos 5 à 7 : Rapports.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

9 JULI 1991

WETSONTWERP

**houdende sociale en diverse
bepalingen
(artikelen 138 tot 147)**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT
DOOR DE HEER BOURGEOIS

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavige artikelen be-
sproken tijdens haar vergadering van 5 juli 1991.

**Deze artikelen werden besproken in openbare
commissievergadering.**

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Mottard.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Bourgeois, Dumez,
Hermans, Mevr. Merckx-
Van Goey, H. Van Parys.
P.S. HH. Defosset, Eerdeken,
Mayeur, Mottard, Mevr.
Onkelinx.
S.P. H. Chevalier, Mevr. De
Meyer, Duroi-Vanhelmont.
P.V.V. HH. Berben, De Groot,
Mahieu.
P.R.L. HH. Foret, Mundeleer.
P.S.C. HH. Beaufays, Laurent.
V.U. HH. Coveliers, Loones.
Ecolo/ Mevr. Vogels.
Agalev

B. — Plaatsvervangers :

HH. Bosmans (F.), Bosmans (J.),
Breyne, De Clerck, Mevr. Leysen,
H. Uyttendaele.
Mevr. Burgeon (C.), HH. De Raet,
Gilles, Henry, Leroy, Perdieu.
HH. Beckers, Sleenckx, Van der
Maelen, Van der Sande.
HH. De Croo, Kempinaire, Mevr.
Neyts-Uyttebroeck, H. Vreven.
HH. Draps, Gol, Klein.
H. Antoine, Mevr. Corbisier-Hagon,
H. Michel (J.).
H. Lauwers, Mevr. Maes, H. Van
Vaerenberg.
HH. Simons, Van Dienderen.

Zie :

- 1695 - 90/91

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- N°s 2 tot 4 : Amendementen.
- N°s 5 tot 7 : Verslagen.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES CLASSES MOYENNES

La plupart des articles du projet de loi portant des dispositions sociales et diverses qui sont soumis à la Commission visent à augmenter les traitements des magistrats, greffiers et secrétaires.

Un crédit de 137 millions de francs a été prévu à cet effet au budget. Ce montant a été scindé en trois parties et a été réparti comme suit :

- une petite partie est étalée et octroyée à tous les niveaux en tant qu'augmentation effective de traitement ($\pm 20\,000$ francs par mois);

- les triennales des magistrats de première instance dont l'ancienneté est comprise entre 9 et 15 ans sont augmentées et ce, pour permettre de valoriser également les fonctions particulières de juge d'instruction et de juge de la jeunesse qu'exercent ces magistrats;

- les années d'expérience du barreau sont valorisées à partir de 7 années (au lieu de 10) pour déterminer l'ancienneté pécuniaire des magistrats.

L'article 146 concerne l'Institut national de criminalistique. Il faut pouvoir procéder à une série de premières nominations pour le démarrage de cet Institut.

L'article 147, enfin, apporte une modification d'ordre technique à la loi du 30 janvier 1991 modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

II. — DISCUSSION

Section 1^{ère}

Code judiciaire

Votre rapporteur souscrit entièrement à la prise en considération du temps d'inscription au barreau excédant sept années pour le calcul de l'ancienneté des magistrats. Cette mesure résoudra de nombreux problèmes de pension pour les magistrats qui ont fait longtemps partie du barreau avant d'être nommés dans la magistrature.

Votre rapporteur estime également qu'il se justifie de consentir un effort budgétaire important en faveur des magistrats des tribunaux de première instance. Il faut donner aux magistrats de ces tribunaux qui le souhaitent la possibilité de se spécialiser. Il est regrettable que certains d'entre eux passent aux Cours d'appel pour des raisons purement financières.

L'intervenant pose ensuite les questions suivantes :

- Quel est l'indice de base applicable aux montants figurant dans les articles du projet à l'examen?

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE VICE--EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN JUSTITIE EN MIDDENSTAND

De meeste artikelen van het wetsontwerp houden de sociale en diverse bepalingen die aan deze Commissie worden voorgelegd beogen een verhoging van de wedden van de magistraten, griffiers en secretarissen.

Voor deze maatregelen werd in de begroting 137 miljoen uitgetrokken. Dat bedrag werd in drie delen gesplitst en als volgt verdeeld :

- een klein deel wordt gespreid en op alle niveau's als een feitelijke weddeverhoging toegekend ($\pm 20\,000$ frank per maand);

- de triënnalen van de magistraten van eerste aanleg met een anciënniteit tussen 9 en 15 jaar, wordt verhoogd. Aldus kunnen ook de bijzondere functies van onderzoeksrechter en jeugdrechter, die deze magistraten uitoefenen, gevaloriseerd worden;

- de jaren balie-ervaring boven de 7 jaar (in de plaats van 10 jaar) worden gevaloriseerd voor het bepalen van de wedde-anciënniteit van de magistraten.

Artikel 146 betreft het Nationaal Instituut voor criminalistiek. Om dit instituut van start te kunnen laten gaan moeten een aantal primobenoemingen gebeuren.

Artikel 147 ten slotte brengt een technische wijziging aan in de wet van 30 januari 1991 tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

II. — BESPREKING

Afdeling 1

Gerechtigd Wetboek

Uw rapporteur is het volkomen eens met het voorstel om de jaren balie-ervaring reeds vanaf 7 jaar te laten meetellen voor de wedde-anciënniteit van de magistraten. Dat zal heel wat pensioenproblemen oplossen voor degenen die lange tijd aan de balie waren alvorens in de magistratuur te worden benoemd.

Uw rapporteur is eveneens van oordeel dat een bijzondere budgettaire inspanning voor de magistraten van eerste aanleg verantwoord is. De magistraten van eerste aanleg die zich willen specialiseren moeten daartoe de kans krijgen. Het valt te betreuren dat een aantal van hen om louter financiële redenen de stap naar het Hof van Beroep zetten.

Spreker stelt vervolgens enkele punctuele vragen :

- Welk is de basisindex voor de in de ontwerptikelen vermelde bedragen?

— Les articles 138, 139 et 141 utilisent une terminologie différente. Existe-t-il une différence de sens entre augmentation de traitement, supplément de traitement et un supplément?

— Les augmentations de traitement allouées aux magistrats des tribunaux de première instance sont-elles également applicables aux juges de paix et aux juges des tribunaux de police? Ces mesures visent-elles également les premiers substituts?

— Le Ministre pourrait-il donner une estimation de l'incidence de la prise en compte des années de barreau pour le calcul de la pension des magistrats?

Le Ministre donne les réponses suivantes. L'indice de base est l'indice du 1^{er} novembre 1990.

En ce qui concerne les différences de terminologie (supplément de traitement, supplément, augmentation de traitement), le Ministre renvoie à l'article 357 du Code judiciaire.

Pour la formulation de l'article 138, qui complète cet article, la terminologie utilisée est celle de l'article 357 lui-même « weddebijslag » — « supplément de traitement ».

Il ne s'agit dès lors pas d'une augmentation de traitement à proprement parler étant donné que ce supplément de traitement ne fait pas partie des barèmes de traitements fixés aux articles 355 et 360.

Le supplément visé à l'article 360bis (article 139) pour les magistrats et à l'article 367bis (article 141) pour les greffiers et à l'article 373bis (art. 143) pour les secrétaires se distingue *sur le plan technique* d'une augmentation de traitement proprement dite en ce qu'il ne fait (provisoirement) pas partie du traitement visé aux articles 355 et 360 (pour les magistrats), 366 et 367 (pour les greffiers) et 372 et 373 (pour les secrétaires).

Il ne s'agit pas non plus d'un supplément de traitement lié à l'exercice d'une fonction donnée à laquelle on a été désigné.

Il s'agit d'un supplément lié à l'« ancienneté de service », c'est-à-dire au nombre d'années d'exercice d'une fonction. Ce supplément ne fait provisoirement pas partie du traitement.

Les augmentations de traitement pour les magistrats des tribunaux de première instance ne s'appliquent pas aux premiers substituts.

L'objectif de cette disposition est d'allouer une augmentation aux magistrats des tribunaux de première instance dont le traitement est le moins élevé dans la fonction et qui n'ont pas encore reçu de promotion.

Le premier substitut nommé à titre définitif bénéficie d'une promotion; même lors d'une première désignation, le supplément de traitement est considérable.

Il est d'ailleurs le supérieur hiérarchique du substitut et exerce en quelque sorte des « fonctions supérieures ».

Le juge d'instruction et le juge de la jeunesse n'occupent pas une fonction plus élevée dans la hié-

— In de artikelen 138, 139 en 141 wordt niet dezelfde terminologie gebruikt. Is er een verschil tussen weddeverhoging, weddebijslag en bijslag?

— Zijn de weddeverhogingen voor de magistraten van eerste aanleg ook van toepassing op de vrederechters en de politierechters? Gelden deze maatregelen eveneens voor de eerste substituut?

— Kan de Minister een idee geven van de implicatie van het bijkomen¹ in rekening brengen van de jaren balie-ervaring van de pensioenen van de magistraten?

In antwoord op deze vragen deelt *de Minister* mee dat de index van 1 november 1990 als basisindex geldt.

Wat het verschil in terminologie betreft, verwijst de Minister naar artikel 357 van het Gerechtelijk Wetboek (weddebijslag, bijslag, weddeverhoging).

Voor de formulering van artikel 138 dat dit artikel aanvult, werd gebruik gemaakt van de terminologie van artikel 357 zelf « weddebijslag » — « supplément de traitement ».

Het betreft dus geen eigenlijke weddeverhoging omdat deze weddebijslag geen deel uitmaakt van de weddebarema's zoals bepaald in artikel 355 en 360.

De bijslag bedoeld in artikel 360bis (artikel 139) voor de magistraten en artikel 367bis (artikel 141) voor de griffiers en artikel 373bis (artikel 143) voor de secretarissen onderscheidt zich op het *technisch vlak* van een eigenlijke weddeverhoging omdat hij (voorlopig) geen deel uitmaakt van de wedde bedoeld in de artikelen 355 en 360 (voor de magistraten) en 366 en 367 (voor de griffiers), 372 en 373 voor de secretarissen.

Het is evenmin een weddebijslag verbonden aan de uitoefening van een bepaald ambt waartoe men is aangewezen.

Het betreft een bijslag verbonden aan de « dienst-ancienniteit », dus aan het aantal jaren ambtuitoefening. Deze bijslag maakt voorlopig geen deel uit van de wedde.

De weddeverhogingen voor de magistraten van eerste aanleg geldt niet voor de eerste substituut.

Het is de bedoeling om de magistraat in eerste aanleg die de *laagste wedde geniet* in het ambt en die nog geen promotie heeft genoten, een verhoging toe te kennen.

De eerste substituut in vast verband geniet een promotie; zelfs bij een eerste aanwijzing is er een aanzienlijke weddebijslag.

Hij staat trouwens hiërarchisch hoger dan de substituut en oefent in zekere zin hogere functies uit.

De onderzoeksrechter en jeugdrechter staan hiërarchisch niet hoger. Zij krijgen een specifieke

rarchie. Ils ont été désignés à une fonction particulière, mais restent juge de première instance sans plus.

La mesure ne s'applique pas non plus aux juges de paix ni aux juges de police.

Ce sont en effet des juges « de première instance », mais leur traitement de base est cependant sensiblement plus élevé.

Le Ministre commente encore les articles suivants.

Art. 139

Le terme « fonction » doit être pris au sens de l'article 360 du Code judiciaire : la fonction « effective ». Le supplément est en effet lié à l'ancienneté.

La Commission convient de spécifier dans le texte des articles 139, 141 et 143 qu'il s'agit de la fonction « effective ». Il s'agit d'une correction technique.

L'ancienneté de barreau n'est pas prise en considération pour l'ancienneté de traitement des greffiers (art. 371, § 2, a).

La mesure s'inspire en effet du régime prévoyant une expérience du barreau pour pouvoir accéder à la magistrature et doit être considérée, ainsi qu'il est précisé aux pages 51 et 52 de l'Exposé des motifs, comme un pendant à la condition prévue dans le projet de loi. Le but est en effet de réaliser une valorisation intégrale.

Art. 141 et 143

Cette mesure est en effet une mesure générale qui s'applique, ainsi qu'il est souligné à la page 52 de l'Exposé des motifs, à tous les membres des différents corps.

L'expression « dans le sens générique du mot » est utilisée comme à l'article 367, 2°, du Code judiciaire.

Art. 142 et 144

M. Mayeur lit à l'article 142 que le supplément de traitement ne peut être alloué aux greffiers que sur proposition et, selon le cas, de l'avis conforme des supérieurs hiérarchiques mentionnés dans l'article. N'est-ce pas là une façon de faire pression sur les intéressés?

Le Ministre répond que ce régime a été instauré à la demande des organisations syndicales en vue de réaliser un parallélisme avec le régime en vigueur pour le principalat.

Le Ministre renvoie pour plus de détails à la page 52 de l'Exposé des motifs (Doc. Sénat n° 1374/1).

Le Ministre précise que le supplément de traitement de 25 000 francs est alloué uniquement au greffier et au secrétaire adjoint.

ambtstoewijzing maar blijven rechter zonder meer in eerste aanleg.

De maatregel geldt evenmin voor de vrederechters- en politierechters.

Het zijn inderdaad « eerste aanleg » rechters maar hun basiswedde ligt toch merkkelijk hoger.

De Minister geeft verder nog toelichtingen bij de volgende artikelen.

Art. 139

De term « ambtsuitoefening » moet begrepen worden in de zin van artikel 360 van het Gerechtelijk Wetboek : de « werkelijke » ambtsuitoefening. Het is immers een bijslag verbonden aan de anciënniteit.

De Commissie is het eens om in de tekst van de artikelen 139, 141 en 143 telkens te specificeren dat het om de « werkelijke » ambtsuitoefening gaat. Dit is een zuiver technische correctie.

De balie-ervaring wordt niet in aanmerking genomen voor de weddeanciënniteit van de griffiers (art. 371, § 2, a).

De maatregel is immers geïnspireerd op de balie-ervaring als toegang tot de magistratuur en, zoals in de memorie van toelichting op blz. 51 en 52 gesteld, moet dit worden gezien als een tegenhanger voor de in het wetsontwerp opgenomen vereiste. Het is trouwens de bedoeling om tot een integrale verrekening te komen.

Art. 141 en 143

Deze maatregel is inderdaad een algemene regel die, zoals de memorie verwoordt op blz. 52, geldt voor alle leden van de korpsen.

De algemene term « dans le sens générique du mot » wordt gebruikt zoals in artikel 367, 2°, Gerechtelijk Wetboek.

Art. 142 en 144

De heer Mayeur leest in artikel 142 dat de weddebijslag aan de griffiers slechts kan worden toegestaan op voordracht en naar gelang het geval op eensluitend advies van de in het artikel vermelde hiërarchische oversten. Is dat geen manier om druk uit te oefenen op de betrokkenen?

De Minister antwoordt dat deze regeling werd ingevoerd op verzoek van de vakbondsorganisaties, met de bedoeling een parallel te maken met het principaalat.

De Minister verwijst voor meer details naar blz. 52 van de memorie van toelichting (Stuk n° 1374/1).

De Minister vermeldt verder dat de weddebijslag van 25 000 frank alleen geldt voor de griffier en de adjunct-secretaris.

Il n'est pas alloué au commis ni au commis principal. Une sorte de « principalat » est donc instauré pour le greffier au sens strict du terme.

Le Ministre propose enfin d'apporter une correction technique. La mention des « commis-greffiers » dans cet article constitue une erreur et est d'ailleurs sans objet.

Cet article a en effet uniquement trait aux greffiers (sensu stricto) et cela n'a donc pas de sens de mentionner les commis-greffiers dans l'exception.

La formulation de l'article 369, 4°, du Code judiciaire a été reprise lors de la rédaction de cet article, d'où l'erreur.

La Commission marque son accord sur la correction proposée.

Section 2

Institut national de criminalistique

Votre rapporteur se réjouit que l'Institut national de criminalistique, qui sera amené à remplir une importante fonction scientifique et technique en vue d'assister les autorités, soit finalement mis en place.

Il demande au Ministre où en est l'organisation de cet institut.

Le Ministre répond qu'une décision sera prise en septembre en ce qui concerne les premières nominations aux fonctions les plus élevées.

Une solution a aussi été trouvée pour ce qui est du bâtiment.

Le terrain choisi en 1971 pour construire l'Institut a été vendu. Il a également été investi en équipement scientifique.

M. Mundeleeur s'oppose au principe des premières nominations.

Le Ministre peut comprendre ce point de vue mais précise qu'autrement, la création de l'institut serait fortement retardée. Les choses sont déjà très avancées et il serait dommage de devoir tout arrêter en attendant la nomination des fonctionnaires dirigeants.

Section 3

Autorisation d'acquisition et certificats d'immatriculation d'armes de défense

L'article 147 ne fait l'objet d'aucune observation.

*
* *

Hij geldt niet voor de klerk of de eerstaanwezende klerk. Voor de griffier in de enge zin van het woord wordt dus een soort « principalaat » ingevoerd.

De Minister stelt ten slotte nog een technische verbetering voor. De vermelding van de klerken-griffiers in dit artikel berust op een vergissing en is overigens zonder voorwerp.

Het artikel betreft immers enkel de griffier (sensu stricto) en het heeft dus geen enkele zin om in de uitzondering de klerken-griffiers te vermelden.

Bij de redactie van het artikel werden de bewoordingen van artikel 369, 4°, Gerechtelijk Wetboek overgenomen, vandaar de vergissing.

De Commissie is het met deze voorgestelde verbetering eens.

Afdeling 2

Nationaal Instituut voor de criminalistiek

Uw rapporteur is verheugd over het feit dat het Nationaal Instituut voor criminalistiek, dat een belangrijk beleidswetenschappelijk en technische ondersteunende functie moet vervullen, uiteindelijk wordt opgericht.

Hij vraagt aan de Minister hoever de organisatie reeds gevorderd is.

De Minister antwoordt dat over de benoemingen in de hoogste functies in september zal worden beslist.

Er is ook een oplossing voor het gebouw.

De bouwgrond die in 1971 met het oog op de oprichting van het Instituut werd aangekocht, werd verkocht. Verder werd ook geïnvesteerd in wetenschappelijke uitrusting.

De heer Mundeleeur heeft bezwaar tegen het principe van de primobenoemingen.

De Minister heeft begrip voor dit standpunt maar in dit geval zou het enorme vertraging in de oprichting van het instituut ten gevolge hebben. Men is reeds ver gevorderd en het zou jammer zijn alles stil te moeten leggen in afwachting van de benoeming van de leidende ambtenaren.

Afdeling 3

Vergunningen tot aanvraag en immatriculatiegetuigschriften voor verweerwapens

Bij artikel 147 worden geen opmerkingen gemaakt.

*
* *

Votes

Les articles 138 à 147 et l'ensemble des dispositions soumis à la commission sont adoptés à l'unanimité.

*
* *

Le Rapporteur,

A. BOURGEOIS

Le Président,

J. MOTTARD

ERRATA

1. Aux articles 139, 141 et 143, il y a lieu d'insérer chaque fois, entre les mots « douze ans de fonction » et les mots « dans une ou plusieurs juridictions », le mot « effective ».

2. A l'article 142, il y a lieu de supprimer à la huitième ligne les mots « et commis-greffiers ».

Stemmingen

De artikelen 138 tot 147 en het geheel van de aan de commissie overgezonden bepalingen worden eenparig aangenomen.

*
* *

De Rapporteur,

A. BOURGEOIS

De Voorzitter,

J. MOTTARD

ERRATA

1. In de artikelen 139, 141 en 143 dient tussen de woorden « twaalf jaren » en het woord « ambtsuitoefening » telkens het woord « werkelijke » te worden ingevoegd.

2. In artikel 142 dienen op de achtste regel de woorden « en klerken-griffiers » te worden weggelaten.